

# Signification du mouvement des réfractaires

L'existence d'un nombre de jeunes réfractaires refusant de faire la guerre en Algérie, est devenue un problème politique et a suscité de multiples réactions de la part de ceux qu'on englobe dans le terme de « gauche » française et plus généralement de ceux qui se prononcent pour la paix en Algérie au moyen de négociations en vue de l'autodétermination du peuple algérien.

Dans un autre article de ce journal, nous traiterons de la position prise à ce sujet par la direction du P.C.F. ; celle-ci a ouvert son tiroir aux citations de Lénine, au lieu de procéder — comme Lénine le faisait quand il s'agissait d'un phénomène social nouveau — à une étude précise des conditions dans lesquelles il était né et se développait et de la signification objective qu'il avait.

★

Dans la « gauche » dite non-communiste, on constate une évolution et des différenciations par rapport aux premières réactions qui, toutes au début, qu'il s'agisse de « France-Observateur », de « L'Express » ou de Duverger dans le « Monde », condamnaient les réfractaires. L'argumentation était simple, pour ne pas dire simpliste : c'était néfaste à la cause de la paix en Algérie. En docte juriste, Duverger expliquait qu'on devait refuser de commettre des atrocités, des tortures, mais qu'on n'avait pas le droit de se mettre hors de la communauté nationale,

## Le fond du problème

Dans son deuxième article, Duverger laisse de côté son argumentation sur le refus légitime de commettre des atrocités et le refus impossible, celui de l'obéissance à l'armée et à l'Etat. Par contre, il touche le fond du problème, celui des perspectives du régime gaulliste :

« On ne peut ignorer... le drame intérieur des appelés. Mais on ne peut ignorer que, dans un vieux peuple militaire comme le nôtre, qui a connu le premier le service obligatoire, le refus d'incorporation est très mal jugé par l'opinion publique. Que la masse du peuple français souhaite la paix en Algérie, cela n'est pas douteux. Mais elle ne souhaite pas la paix par n'importe quel moyen et certainement pas grâce à la désagrégation de l'armée française par l'extension de l'insoumission ou de la désertion.

« Il y a toujours, dans tous les pays, un petit noyau de pacifistes et d'objecteurs de conscience, dont la valeur morale personnelle est indiscutable, mais dont l'influence politique est faible. Que les circonstances de la guerre d'Algérie en accroissent le nombre, c'est naturel. Mais qu'ils puissent entraîner autour d'eux la

distinguo plus aisé à faire dans les colonnes d'un article que quelque part dans un djebel, sous l'uniforme... Domenach abondait dans le même sens : en dépit des atrocités — expliquait-il — la France ne menait pas, comme l'Allemagne nazie, une guerre injuste ; il fallait donc se

par Pierre FRANK

dresser contre les crimes, non contre la communauté nationale.

A ces prises de position, il y eut de nombreuses et catégoriques réponses qui obligèrent à mener le débat et, à travers celui-ci, à s'approcher du fond du problème qui se pose à la société française et dont le phénomène des réfractaires n'est qu'une conséquence. « Le Monde » a été amené à reproduire une partie du courrier qu'il a reçu sur cette question, et cela fait un quart de page ; la question fut évoquée non seulement au Congrès de l'U.N.E.F. (ce qui était compréhensible, une grande partie des réfractaires étant des étudiants), mais aussi au Congrès du M.R.P. Dans les discussions on trouve de nombreuses considérations morales ; sans les sous-estimer, nous nous en tiendrons aux problèmes politiques qui se trouvent impliqués par cette affaire.

masse de la nation est absolument exclu : ils heurtent trop sa sensibilité profonde. Ils ne représentent pas du tout une avant-garde comme les résistants de 1940, car ceux-ci exprimaient le secret désir de tout un peuple, qui n'osait croire encore au renversement futur du rapport des forces, mais qui le souhaitait ardemment ; ils allaient dans le sens du sentiment national. Les insoumis d'aujourd'hui vont à contre-courant ; ils ne seront jamais qu'un groupe très minoritaire, sur qui la Communauté sera naturellement tentée de rejeter la responsabilité d'un échec éventuel. » (Le Monde, 14 mai 1960.)

Il est inutile de répondre longuement sur l'affirmation qu'il ne s'agit que d'une extension, due aux circonstances, des pacifistes et des objecteurs de conscience : Duverger est le seul à le prétendre, en contradiction avec tous les faits connus, notamment les textes publiés par certains des réfractaires. Sur le fond politique, il fallait certainement un professeur de droit pour démontrer, certains jours, avec brio, le mécanisme purement arbitraire du régime actuel, tant dans son instauration que dans son fonctionnement, régime ne

tenant que par la personnalité du « roi », et affirmer péremptoirement, un autre jour, qu'il faut s'incliner devant ce régime parce qu'on ne peut aller à contre courant du « sentiment national ». La contradiction s'explique fort bien : Duverger, qu'il le veuille ou non, est un porte-parole de la bourgeoisie française qui se débat dans des contradictions insolubles : la guerre d'Algérie est une plaie dont elle voudrait se débarrasser, même à grand prix, mais évidemment pas au prix de la mort du système capitaliste. Plutôt que périsse le régime capitaliste, Duverger accepte la guerre d'Algérie comme un moindre mal (1).

## La non-violence

C'est dans un fort intéressant article paru dans « Esprit » (N° de mai 1960) que Domenach revient sur la question. Il y maintient une grande partie de ses positions antérieures, mais, en même temps, sur le fond du problème, il se garde bien de répondre comme Duverger. Il est bien possible, pense-t-il, que l'on doive en venir là, mais il ne veut pas y croire et recherche d'autres moyens pour éviter la solution et les moyens révolutionnaires :

« Ici et là, on propose les réseaux, la clandestinité ; des émissaires enregistrent pour la future résistance les candidatures de ceux qui pensent qu'« il n'y a plus rien à faire »... Je ne dis pas que nous ne devons pas un jour en arriver là ; je n'en sais rien ; je dis simplement que l'insurrection n'est pas une méthode parmi les autres, qu'on adopterait parce que les autres s'avèrent lentes et inefficaces. » (p. 799.)

« A nous de prouver qu'entre la parole vaine et le recours aux armes il existe une voie, et puisque celle de la résistance insurrectionnelle est une impasse, il reste

(1) La « gauche » française non-communiste n'a pas que des journaux, des journalistes et des organisations. Elle a aussi un « homme d'Etat », militant de base du P.S.U., qui a découvert un socialisme d'un type nouveau auquel il a pu se convertir aux environs de la soixantaine. Mendès-France, dans le régime gaulliste où la tribune parlementaire n'a guère d'importance, répond aux questions essentielles qui préoccupent la « gauche » et tout le pays par voie de presse. Il a répondu à bien des questions, mais pas à celle que nous traitons dans cet article, et qui pourtant intéresse au premier chef la jeunesse. C'est un de ces cas où le silence est une réponse sur la signification de laquelle personne ne se trompe.